

CONV 478/03

CONTRIB 183

ÜBERMITTLUNGSVERMERK

des Sekretariats
für den Konvent

Betr.: **Beitrag der Herren Hubert Haenel, Pierre Lequiller, Olivier Duhamel, Alain Lamassoure, Josep Borell Fontelles, Gabriel Cisneros Laborda, Louis Michel et Ernani Lopes, Mitglieder des Konvents sowie Frau Pascale Andréani, Frau Pervenche Berès und der Herren Robert Badinter, Jacques Floch, Alfonso Dastis, Alejandro Muñoz-Alonso, Carlos Carnero Gonzalez et Pierre Chevalier, stellvertretende Mitglieder des Konvents:
"Stellenwert des Sports im zukünftigen Vertrag"**

Der Generalsekretär des Konvents hat den in der Anlage wiedergegebenen Beitrag der Herren Hubert Haenel, Pierre Lequiller, Olivier Duhamel, Alain Lamassoure, Josep Borell Fontelles, Gabriel Cisneros Laborda, Louis Michel et Ernani Lopes, Mitglieder des Konvents sowie von Frau Pascale Andréani, Frau Pervenche Berès und der Herren Robert Badinter, Jacques Floch, Alfonso Dastis, Alejandro Muñoz-Alonso, Carlos Carnero Gonzalez et Pierre Chevalier, stellvertretende Mitglieder des Konvents, erhalten.

CONTRIBUTION AUX TRAVAUX DE LA CONVENTION EUROPÉENNE SUR LA PLACE DU SPORT DANS LE FUTUR TRAITE

Que ce soit par les rapports du Parlement européen, les actions de la Commission ou les arrêts des juridictions communautaires, l'intervention des institutions européennes en matière de sport n'a cessé de croître au cours des trente dernières années.

L'internationalisation croissante du sport et l'impact direct des politiques communautaires sur le sport européen ont nourri le débat au plan politique :

- en 1997, la déclaration d'Amsterdam relative au sport a marqué l'importance sociale du sport, ainsi que son rôle de ferment de l'identité et de trait d'union entre les hommes ; elle demande que soient ouvertes des possibilités de concertation entre les organes communautaires et le mouvement sportif lorsque les intérêts majeurs de ce dernier sont en jeu ;
- en 1998, les conclusions du Conseil européen de Vienne se sont référées à la nécessité de sauvegarder les structures sportives actuelles et de maintenir la fonction sociale du sport dans le cadre communautaire. Elles se sont également référées à la lutte contre le dopage ;
- en 1999, le rapport de la Commission présenté au Conseil européen d'Helsinki a plaidé pour le maintien du modèle sportif européen dans ses dimensions marchandes et non marchandes ;
- en 2000, une déclaration a été adoptée à Nice en faveur de la reconnaissance des spécificités du sport. Elle évoque la protection des jeunes sportifs dans les transactions commerciales dont ils peuvent faire l'objet ; les risques que représente pour l'équité de la compétition la propriété ou le contrôle économique par un même opérateur de plusieurs clubs sportifs ; la nécessité de développer les initiatives favorisant la mutualisation d'une partie des recettes provenant de la vente des droits de retransmission télévisuelle, bénéfiques au principe de solidarité entre tous les niveaux de pratique sportive et toutes les disciplines ; la pratique des activités physiques et sportives pour les personnes handicapées et le rôle économique et social du bénévolat sportif.

Le principe de subsidiarité s'applique certes au domaine du sport, qui demeure essentiellement de la compétence des États. Mais, dès à présent, des questions de plus en plus nombreuses sont soumises à des arbitrages au niveau communautaire. La Commission, comme les juridictions communautaires, ont ainsi été amenées à reconnaître progressivement la spécificité de l'organisation sportive.

Force est de constater que les évolutions économiques observées dans le domaine sportif et les réponses apportées par les autorités publiques et les organisations sportives aux questions nouvelles qu'elles soulèvent ne permettent à ce jour de garantir ni la sauvegarde des structures actuelles et spécifiques du sport, ni sa fonction sociale. La multiplication récente de procédures juridictionnelles, ayant trait notamment à l'application des règles de l'Union européenne en matière de concurrence et de libre circulation, sont à la source d'une certaine insécurité juridique pour les différents intervenants du domaine sportif.

La rédaction d'un texte de nature constitutionnelle proposée par le Président de la Convention européenne, offre aujourd'hui la possibilité d'inscrire le sport dans le droit primaire de l'Union et, de cette manière, d'aboutir à une prise en compte plus globale des activités sportives.

*

Plusieurs membres de la Convention ont contribué aux travaux en proposant que le sport figure dans les matières pour lesquelles l'action de l'Union peut intervenir pour compléter celle des Etats membres qui gardent la compétence de droit commun, au même titre que l'éducation, la formation, la jeunesse, la protection civile, la culture, la santé, l'industrie, le tourisme, les contrats civils et commerciaux.

Sur cette base, onze Etats membres de l'Union européenne, ont réagi en se prononçant pour l'inclusion d'un article relatif au sport dans les traités, lors de la réunion informelle des ministres en charge du sport à Almeria, du 15 au 17 mai 2002.

L'instance suprême du mouvement sportif, le Comité International Olympique (CIO) a accueilli favorablement cette proposition et plaide officiellement (« contribution du Comité international olympique à la convention européenne ») pour l'inclusion d'une disposition en faveur du sport dans le traité de l'UE.

Une démarche identique (« contribution from European Non-Governmental Sports Organization to the Convention preparing the IGC 2004 and the future of the European Union ») conduit l'Organisation Européenne Non Gouvernementale des Sports (ENGSO) à souhaiter que l'encadrement juridique des activités sportives fasse l'objet d'un débat au sein de la Convention européenne. Elle soutiendrait également l'inclusion d'un article relatif au sport dans le prochain traité.

Afin de répondre aux défis nouveaux lancés au monde sportif, il serait souhaitable de consacrer dans le traité la compétence de la Communauté :

- Si pour des motifs rédactionnels, l'inclusion du sport devait s'effectuer sous une forme « réduite », le mot « sport » pourrait être simplement mentionné parmi d'autres comme la culture, la santé, l'éducation.
- Si, à l'inverse, la prise en compte du sport dans le nouveau traité se faisait sous une forme plus détaillée au travers d'un article relatif au sport, il serait souhaitable que soient mentionnés les objectifs suivants pour définir le champ de l'intervention communautaire :
 - la reconnaissance du rôle des structures sportives actuelles en Europe et leur indépendance, en tant qu'éléments constitutifs d'un modèle sportif européen,
 - la promotion des valeurs sociales, éducatives, et de solidarité entre toutes les pratiques,
 - le partenariat entre les pouvoirs publics et le mouvement sportif à tous les échelons,
 - la lutte contre toutes les dérives de la pratique sportive,
 - la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes en la matière.